

**PROPOSITION D'APPLICATION DE LA FORMULE DE CALCUL DES
CONTRIBUTIONS (MESURE PROVISOIRE)**

Présentée par l'Espagne

La contribution financière annuelle due par les Gouvernements Contractants est calculée selon une formule de calcul (la mesure provisoire) introduite en 2002 par la CBI. Elle tient compte, entre autres facteurs, de la "capacité de paiement" des pays, les plaçant dans un des 4 groupes selon le revenu national brut (RNB) et le revenu national brut par habitant des pays de chaque pays sur la base des données de la Banque mondiale.

1. – Actualisation des seuils limites entre les catégories de groupes de pays en fonction de leur capacité de paiement

Les seuils limites entre les groupes n'ont pas été révisés / actualisés depuis leur entrée en vigueur en 2002 pour tenir compte de la croissance réelle et de l'inflation. Finalement, cela signifie, avec le temps, le placement de la majorité des pays dans les catégories supérieures, ce qui n'était pas le but affiché de la mesure provisoire.

Après examen de la question, le Comité F&A a demandé au Secrétariat d'élaborer et d'actualiser les seuils entre les groupes pour la prochaine réunion annuelle.

Il est proposé de **procéder régulièrement à compter l'année prochaine à une actualisation..**

2. – Délai d'ajustement de l'enveloppe budgétaire pour les Gouvernements Contractants

Les dernières données de la Banque mondiale ont été publiées en mai 2007, après préparation et transmission aux Gouvernements Contractants des contributions financières provisoires pour 2007-08 ; ainsi, les Gouvernements Contractants n'ont été informés de leurs nouvelles affectations dans des catégories de groupes et de leurs nouvelles contributions qu'au moment de la Réunion annuelle.

Pour permettre aux gouvernements de procéder à des dotations budgétaires correctes au préalable, sans changements de dernière minute, il est proposé ce qui suit :

L'application de la formule de calcul des contributions est faite selon les données de la Banque mondiale en matière de revenu national brut et de revenu national brut par habitant au 31 décembre de l'année écoulée.

Observation : Cette pratique serait conforme à celle de nombreuses conventions internationales qui utilisent l'échelle d'évaluation des contributions la plus récente des Nations Unies, telle qu'actualisée par l'Assemblée Générale des Nations Unies ces dernières années.

L'Espagne propose qu'en cas d'adoption de la présente proposition, elle prenne effet pour le calcul des contributions financières de 2007-2008.